



**RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL**

30 Juin 2021

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ.....	5
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE.....	14
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	18



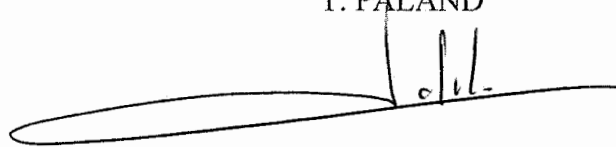
**ATTESTATION DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL**

30 Juin 2021

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi que d'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 29 juillet 2021
Le Directeur Général
T. PALAND

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a vertical stroke and a series of loops, positioned below the printed name T. PALAND.



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

30 Juin 2021

**RAPPORT D'ACTIVITE
CONSEIL D'ADMINISTRATION DIAC
DU 29 JUILLET 2021**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 29 JUILLET 2021**

SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS
2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2021
3. RESULTATS GROUPE DIAC
4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION
POUR LE SECOND SEMESTRE

Les données comparatives au 30 juin 2021 s'entendent par rapport au 30 juin 2020 et portent sur une période de 6 mois.

1. FAITS MARQUANTS

- Le premier semestre 2021 reste encore impacté par la crise sanitaire mais dans des proportions inférieures au premier semestre 2020.
- Hausse du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 209 593, en hausse de +12,1% :
 - Hausse des immatriculations de l'Alliance (+17,8%),
 - Baisse de la performance commerciale VN (-1,6pt de TI VN à 50,3%),
 - Amélioration de la performance commerciale VO (+3 538 dossiers, soit +6,8%)
- Hausse de la marge acquise complète (avant profit sharing Renault Dacia) à 247,8 Meur (+12,4%).
- Hausse de +32,6 Meur du résultat avant impôts du Groupe Diac à 93,7 Meur à fin juin 2021 (1,26% de l'EPM).

2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2021

Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques est en hausse de +30,9% par rapport à fin juin 2020, avec 1,166 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 223 941 immatriculations, en hausse de +11,3% mais pour une part de marché VP+VU en baisse de 3,4 points à 19,2%.

Les ventes de Dacia représentent 63 661 immatriculations, en hausse de +54,1% par rapport à l'année dernière. La part de marché augmente de +0,8 point à 5,5%.

18 570 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en hausse de +7,6% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque baisse de -0,3 point à 1,6%.

L'activité du Groupe Diac

Le Groupe Diac a réalisé 209 593 nouveaux dossiers sur le 1^{er} semestre 2021, contre 186 903 sur le 1^{er} semestre 2020. La performance commerciale du Groupe Diac est en baisse à fin juin 2021, la pénétration VN toutes marques s'établissant à 50,3% (contre 51,9% à fin juin 2020).

Les montants financés s'élèvent à 2,91Geur contre 2,36Geur au 30 juin 2020 (soit +23,5%).

La marge acquise complète avant profit sharing Renault Dacia s'établit à 247,8Meur en hausse de +27,4Meur, soit +12,4%.

▪ En VN Renault,

Le nombre de dossiers financés s'inscrit à 115 300, en hausse de +13,4% par rapport à 2020. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 51,5%, en hausse de +1,0 pt par rapport au premier semestre 2020.

- DIAC (53 537 dossiers contre 56 876 au 1^{er} semestre 2020)
- DIAC LOCATION (61 763 dossiers contre 44 769 au 1^{er} semestre 2020)

▪ En VN Nissan, les financements sont en hausse avec 8 834 dossiers réglés, consécutifs à la hausse des immatriculations du constructeur non compensée par la baisse de la pénétration VN du Groupe DIAC (47,6% à fin juin 2021 contre 48,6% à fin juin 2020).

- **L'activité VN Dacia** est en hausse de +20,2% malgré une baisse de -13,2pts du taux d'intervention VN à 46,8% à fin juin 2021.
- **L'activité VO** est en hausse également de +6,8% par rapport à 2020 avec 55 646 dossiers réglés au 1^{er} semestre 2021.
- Les **financements aux réseaux** affichent un encours productif moyen de 3,04 Geur (hors affacturage), en baisse de -10,3% par rapport au 1^{er} semestre 2020.

3. RESULTATS

Groupe Diac – Présentation financière

Le résultat avant impôts du Groupe Diac s'établit à fin juin 2021 à 93,7Meur, en hausse de +32,6Meur par rapport à fin juin 2020. Cette évolution s'explique par :

- **Une marge brute hors services en hausse de +3,0Meur :**

Essentiellement :

- la marge brute financière qui augmente de +1,5Meur sur les activités de financement à la clientèle, principalement lié à la hausse des volumes des productions du portefeuille.

- **Une baisse de -7,3Meur de la marge sur services :**

Essentiellement :

- Un décalage dans la comptabilisation des Participations Bénéficiaires reçues des compagnies d'assurances,

- **Des autres produits et charges bancaires en baisse de -10,8Meur :**

Essentiellement :

- la comptabilisation d'une provision complémentaire de 8,4Meur sur les indemnités de résiliation des dossiers en contentieux ;

- **Des coûts de distribution en évolution défavorable de -5,5Meur :**

Essentiellement :

- Une hausse des coûts de distribution étalés liés à l'augmentation des encours et à l'amélioration de la performance commerciale.

- **Un coût du risque en très forte amélioration :**

Au global, amélioration de +62,6Meur :

Dont Diac +53,0Meur :

1) Activité clientèle : effet favorable de +42,8Meur :

- *Branche automobile* : +42,4Meur :

Cette évolution favorable s'explique principalement par :

- Une baisse du provisionnement de la Bucket 1 : 9,9Meur,
 - Une baisse du provisionnement de la Bucket 2 : +19,1Meur,
 - Une baisse du provisionnement et des charges de la Bucket 3 : +13,4Meur
- Les LGD servant au calcul du Bucket 3 ont été figées à fin mars 2021.

- *Affecturage* : Ecart défavorable -1,1Meur
- *Sep Novafi* : Ecart favorable de +0,2Meur
- Hors bilan : Ecart favorable de +0,8Meur
- Comptes acheteurs : Ecart favorable de +0,5Meur

2) Activité Financement réseaux : effet favorable de +10,4Meur :

Essentiellement :

- Une baisse du provisionnement de la Bucket 1 : +1,9Meur,
- Une baisse du provisionnement de la Bucket 2 : +1,0Meur,
- Une baisse du provisionnement de la Bucket 3 : +0,7 Meur,
- Forward Looking : +6,6Meur,
- Hors Bilan : stabilité.

Dont Diac Location +9,6Meur

Cette évolution favorable s'explique principalement par :

- Une baisse du provisionnement de la Bucket 1 : +4,3Meur,
- Une augmentation du provisionnement de la Bucket 2 : -2,7Meur,
- Une baisse du provisionnement et des charges de la Bucket 3 : +6,5Meur,
- Une baisse de la provision sur les comptes acheteurs : +0,1M€
- Hors Bilan : écart favorable de +1,4Meur.

- **Des frais de fonctionnement en évolution défavorable de -9,4Meur** qui s'explique principalement par une augmentation des frais de personnel ainsi qu'une augmentation des refacturations des frais du Siège.

Les effectifs (y compris RNGM) s'inscrivent à 1 620 CDI/CDD inscrits contre 1 573 à fin juin 2020.

4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION DU SECOND SEMESTRE

Ce premier semestre 2021 a été marqué par une nette amélioration du Marché Toutes Marques (+30.9%). Dans ce marché, les immatriculations de l'Alliance ont aussi enregistré une forte augmentation (+17.9%), mais inférieure à celle du Marché Toutes Marques.

Dans ce contexte de reprise fragile compte tenu des incertitudes du second semestre sur les conséquences de la pandémie Covid 19, il conviendra de poursuivre les actions promotionnelles sur les véhicules neufs et d'occasion engagées au cours du 1er semestre sur les cibles particuliers et artisans commerçants et continuer d'améliorer la performance sur les services associés aux financements.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE**

30 Juin 2021



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Mazars
Tour EXALTIS
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Cedex
France

DIAC S.A.

***Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle 2021***

Période du 1^{ER} janvier 2021 au 30 juin 2021
DIAC S.A.
14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy Le Grand



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Mazars
Tour EXALTIS
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie

DIAC S.A.

14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy Le Grand
Capital social : €.415 100 500 euros

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DIAC S.A. relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 29 juillet 2021. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre

d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

KPMG S.A.

Mazars



Ulrich Sarfati
Associé



Anne Veaute
Associée



COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

30 Juin 2021

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	20
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	22
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	23
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	24
1.# APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	24
2.# FAITS MARQUANTS.....	24
3.# REGLES ET METHODES COMPTABLES	27
4.# STRUCTURE DU GROUPE	28
5.# ADAPTATION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	29
6.# REFINANCEMENT	30
7.# NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	31

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2021	12/2020
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	2	4 201	4 014
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	3 et 4	15 403	15 506
Actifs d'impôts courants	5	1	
Actifs d'impôts différés	5	4	4
Créances fiscales hors impôts courants	5	47	54
Comptes de régularisation et actifs divers	5	623	364
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	584	619
Immobilisations corporelles et incorporelles		20	21
TOTAL ACTIF		20 883	20 582

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2021	12/2020
Dettes envers les établissements de crédit	6.1	13 061	12 867
Dettes envers la clientèle	6.2	88	64
Dettes représentées par un titre	6.3	4 137	3 980
Passifs d'impôts courants	7	15	1
Passifs d'impôts différés	7	471	448
Dettes fiscales hors impôts courants	7	2	3
Comptes de régularisation et passifs divers	7	597	684
Provisions	8	74	79
Dettes subordonnées	10	16	14
Capitaux propres		2 422	2 442
- Dont capitaux propres part du groupe		2 422	2 442
Capital souscrit et réserves liées		415	415
Réserves consolidées et autres		1 967	1 894
Gains ou pertes latents		(10)	(10)
Résultat de l'exercice		50	143
TOTAL PASSIF		20 883	20 582

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2021	06/2020	12/2020
Intérêts et produits assimilés	16	223	209	420
Intérêts et charges assimilées	17	(104)	(94)	(195)
Commissions (Produits)	18	173	161	330
Commissions (Charges)	18	(95)	(75)	(168)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(2)	2	1
Produits des autres activités	19	110	82	177
Charges des autres activités	19	(106)	(65)	(150)
PRODUIT NET BANCAIRE		199	220	415
Charges générales d'exploitation	20	(88)	(80)	(163)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(7)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		108	137	245
Coût du risque	21	(14)	(76)	(116)
RESULTAT D'EXPLOITATION		94	61	129
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
RESULTAT AVANT IMPOTS		94	61	129
Impôts sur les bénéfices	22	(44)	7	14
RESULTAT NET		50	68	143
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle				
Dont part des actionnaires de la société mère		50	68	143
Résultat net par action (1) et en euros		0,52	0,70	1,49
Résultat net dilué par action et en euros		0,52	0,70	1,49

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
RESULTAT NET	50	68	143
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi			(1)
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>			(1)
Autres éléments du résultat global			(1)
RESULTAT GLOBAL	50	68	142
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			
Dont part des actionnaires de la société mère	50	68	142

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2019	659		1 529		(9)	120	2 299		2 299
Affectation du résultat de l'exercice précédent			120			(120)			
Capitaux propres au 1 janvier 2020	659		1 649		(9)		2 299		2 299
Résultat de la période avant affectation						68	68		68
Résultat global de la période						68	68		68
Effet des augmentations de capital	(244)		244						
Capitaux propres au 30 juin 2020	415		1 893		(9)	68	2 367		2 367
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(1)		(1)		(1)
Résultat de la période avant affectation						75	75		75
Résultat global de la période					(1)	75	74		74
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			1				1		1
Capitaux propres au 31 décembre 2020	415		1 894		(10)	143	2 442		2 442
Affectation du résultat de l'exercice précédent			143			(143)			
Capitaux propres au 1 janvier 2021	415		2 037		(10)		2 442		2 442
Résultat de la période avant affectation						50	50		50
Résultat global de la période						50	50		50
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de la période (2)			(69)				(69)		(69)
Capitaux propres au 30 juin 2021	415		1 967		(10)	50	2 422		2 422

(1) A fin juin 2021, le capital social de DIAC S.A de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque SA.

(2) Versement d'un dividende DIAC de 68 540 000 euros

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	50	68	143
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3	3	7
Dotations nettes aux provisions	(12)	57	85
Produits et charges d'impôts différés	23	(8)	(17)
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	2	(2)	(1)
Capacité d'autofinancement	66	118	217
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(417)	153	121
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(401)	204	195
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(390)	(803)	(1 793)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(117)	(103)	(1 644)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(273)	(700)	(149)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	173	(30)	(337)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	148	(36)	(369)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	25	6	32
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	233	215	1 921
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	159	43	1 825
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	74	172	96
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	16	(618)	(209)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(335)	(346)	129
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(2)	(4)	(6)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(2)	(4)	(6)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(69)		
- Dividendes versés	(69)		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(69)		
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	1		2
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(405)	(350)	125
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	130	5	5
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	130	5	5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(275)	(345)	130
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	330	162	261
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(605)	(507)	(131)
Variation de la trésorerie nette	(405)	(350)	125

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 6.1.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

DIAC S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libérés, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

DIAC S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe DIAC S.A au 30 juin 2021 portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés condensés semestriels du groupe DIAC au 30 juin 2021 seront arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 juillet 2021.

A fin juin 2021, le groupe DIAC a versé aux actionnaires un dividende de 68.5 ME sur le résultat 2020.

Pour mémoire, les comptes consolidés du groupe DIAC, pour l'année 2020, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 Mars 2021 et présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 20 mai 2021.

2. FAITS MARQUANTS

- Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation :

La filiale française a mis en place un nouveau programme de titrisation privée (compartiment « Cars Alliance Auto Leases France RV MASTER ») pour refinancer les valeurs résiduelles des contrats de Location avec Option d'Achat (LOA) originés par DIAC. Celui-ci, actuellement utilisé pour un montant symbolique de 150 M€ de titres classe A et de 127,8 M€ pour les titres de classe B auto-souscrits par DIAC.

Ce montant pourra être augmenté et représente une source de financement sécurisée potentielle et nouvelle pour l'entreprise.

- Application de la nouvelle définition du défaut

La France étant soumise à la méthode avancée, la mise en œuvre de la nouvelle définition du défaut est attendue sur le 2nd semestre.

- Crise sanitaire Covid-19 :

Si le contexte reste incertain et perturbé par la pandémie, il est au 1er semestre 2021 différent de celui subit en 2020. Le télétravail est resté largement appliqué au sein du groupe DIAC.

Le 1er semestre 2020 traduisait le plein effet de la crise Covid-19 et des mesures de confinement.

Au 1er semestre 2021, en France les effets de la crise Covid-19 s'atténuent progressivement compte tenu des plans de soutien à l'économie encore en vigueur, et d'un déconfinement progressif rendu possible par l'accélération des campagnes de vaccination.

Les entrées en recouvrement sont restées en moyenne à un niveau inférieur ou égal à ceux connus avant la crise Covid-19 alors que les dispositifs de gestion du risque restaient dimensionnés de manière prudente. Les performances au recouvrement se sont améliorées.

A fin juin 2021, il n'y a plus de moratoires « covid-19 », sur notre portefeuille Clientèle (hors concessionnaires) et sur

l'activité financement Réseaux (concessionnaires) le montant des expositions ayant fait l'objet d'un report d'échéance non expirée est nul.

A noter : Le groupe DIAC n'est pas concerné par l'octroi de prêts garantis par l'État (PGE).

Le contexte économique restant incertain, l'approche prudente retenue fin 2020 a été conservée.

- sur les critères de reclassement de certaines créances au bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination).

Il s'agit d'ajustement hors modèle, concernant principalement a) des expositions corporate hors réseau sur lesquelles une revue individuelle est réalisée régulièrement, et b) des clients sous moratoires expirés.

- dans le provisionnement des mêmes créances ; il s'agit d'ajustement hors modèle (essentiellement sur les moratoires expirés lorsque des signes d'un possible dégradation sont identifiés).

Les variations entre décembre 2020 et juin 2021 restent limitées sur ces aspects en termes de charge du risque.

Par ailleurs l'estimation de la provision forward-looking a été complétée sur des segments de clientèle jugés plus particulièrement impactés par la crise. En l'absence de retards de paiement matérialisé, les segments concernés ont été maintenus dans leur bucket d'origine. Il s'agit de l'ensemble des expositions Retail sur des clients opérant dans des secteurs d'activité particulièrement affectés par la crise mais pour lesquels une analyse individuelle n'était pas envisageable. Là aussi l'ajustement réalisé a consisté à porter le taux de provisionnement au taux constaté sur les encours des mêmes segments comptabilisés en bucket 2.

Au total, le taux de provisionnement des buckets 2 reste identique par rapport à décembre 2020, tandis que le taux de provisionnement des buckets 3 passe de 57,2% à 67,1 % entre fin 2020 à fin juin 2021.

➤ Coût du risque :

La norme IFRS 9 introduit dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit (ECL) la notion de forward-looking. À travers cette notion, de nouvelles exigences en termes de suivi et de mesure du risque de crédit sont introduites avec le recours à des données prospectives, notamment de type macroéconomique. Les principes de calcul des provisions pour risque de crédit sont décrits dans les comptes annuels 2020.

Les pertes en cas de défaut utilisées pour calibrer les provisions, qui avaient été négativement impactées par la crise sanitaire sur l'année 2020, montrent des signes d'amélioration sur le 1^{er} semestre 2021, avec un retour progressif à la normale des processus de recouvrement. La pénurie de véhicules neufs, liée à la crise des semi-conducteurs, participe également favorablement à la performance de revente des véhicules saisis. L'amélioration des PD et LGD a conduit à une stabilisation du taux de provisionnement des créances dégradées depuis l'origination (B2) à 5,9%, le taux de couverture des créances saines (B1) se maintient à 0,5%. La proportion de créances en défaut est quant à elle en légère baisse à 1,5 % des encours contre 1,8 % à fin 2020, mais leur taux de provisionnement augmente en revanche de 57.2% à 67.1%.

Au total les provisions pour dépréciation baissent de 8 M€ par rapport à décembre 2020 malgré 5,4 M€ de dotations au titre de la mise à jour du forward-looking. Les 5.4 M€ se décomposant comme suit :

- 5,3M€ de baisse au titre de la mise à jour de la pondération des scénarios
- 0.1 M€ au titre de la provision collective sur les acteurs économiques dont les secteurs sont les plus touchés par la crise du Covid

La ventilation des opérations avec la clientèle et les provisions associées à chaque classe IFRS9 sont détaillées en notes 4 et 21.

- **Nouveau défaut :**

L'EBA/GL/2016/07 « Guidelines on the application of the default définition » émis par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) le 18/01/2017 a pour but d'harmoniser la définition du défaut en fournissant une clarification détaillée sur les différents motifs de défaut (dont le comptage des jours en arriérés), les conditions du retour en non défaut et les process associés. Ce texte s'applique à compter du 01/01/2021.

En complément, l'EBA/RTS/2016/06 « Final draft RTS on materiality threshold of past due credit obligations » , également produit par l'ABE et publié le 28/09/2016 , introduit une méthodologie unique pour le comptage des jours en arriérés (Day Past Due counting) basée sur l'application de seuils de matérialité absolu et relatif.

Dans son règlement UE 2018/1845 du 21/11/2018 , la BCE a fixé, pour les établissements de crédit de l'Union Européenne considérés comme importants, :

- le seuil absolu à 100 EUR pour les expositions sur la clientèle de détail et à 500 EUR pour les autres expositions
- le seuil relatif (rapport entre le montant total des arriérés d'un débiteur et le montant total des expositions à l'égard de ce débiteur figurant au bilan de l'établissement) à 1%.

Par ailleurs, elle demande l'application des deux seuils de matérialité au plus tard le 31/12/2020.

RCI Banque a lancé son projet de mise en conformité à la nouvelle définition du défaut en 2018. Elle a fait le choix de l'approche « One Step » qui consiste à appliquer la nouvelle définition du défaut et à procéder aux ajustements de ses modèles internes de manière concomitante et ce à la fois pour le portefeuille Réseau et le portefeuille Clientèle.

Pour la France qui est en méthode avancée, la mission de la BCE relative au calibrage Nouveau Défaut s'est finalisée en Décembre 2020 et RCI Banque est en attente de l'autorisation de la BCE pour l'implémentation de la nouvelle définition du défaut. La nouvelle définition du défaut ne s'applique donc pas aux portefeuilles Clientèle et Réseau à fin Juin 2021.

La mise en œuvre de la nouvelle définition du défaut est attendue sur le 2nd semestre.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2021 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2020. Les états financiers du groupe DIAC arrêtés au 31 décembre 2020 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2020 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2020.

A – Evolutions des principes comptables

Le groupe DIAC applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021.

Amendements à IFRS 16, IFRS 4, IFRS 7, IFRS 9 et IAS 39	Réforme des taux d'intérêt de référence - Phase 2
Amendements à IFRS 4	Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9

L'application des autres normes et amendements à compter du 1er janvier 2021 est sans effet significatif sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2021.

➤ Normes et amendements publiés non encore applicables

IFRS 17	Contrats d'assurance
Amendement à IFRS 17	Contrats d'assurance

La norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance a été publiée le 18 mai 2017 par l'IASB. Sous réserve d'adoption par l'Union Européenne, elle entrera en vigueur en 2023, en lieu et place de l'actuelle norme IFRS 4. Le groupe n'envisage pas, à ce stade, d'appliquer cette norme par anticipation.

B. Estimations et jugements

Compte tenu du contexte d'arrêté particulier et des impacts lié à la Covid-19, les modifications apportées aux jugements et hypothèses à décembre 2020 ont été maintenues au 30 juin 2021 :

- **Le Forward-looking** (maintien de l'expertise sectorielle, voir le paragraphe « Coût du risque »)
- **Les modèles d'estimation des provisions :**

Les modèles d'estimation n'ont pas été adaptés. En revanche, les paramètres entrant dans les modèles ont été adaptés pour intégrer les impacts Covid-19.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2021 sont donc identiques à celles détaillées dans les comptes annuels 2020.

C. Changements de présentation

Au 30 juin 2021, il n'y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l'année précédente.

4. STRUCTURE DU GROUPE**Evolution du périmètre de consolidation sur le premier semestre 2021**

- Pas d'évolution.

5. ADAPTATION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité. DIAC, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe DIAC est gérée en central par RCI Banque.

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de durée. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base investisseurs. Enfin l'activité de collecte et de dépôt lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque prend en compte les recommandations de l'EBA relative à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.

- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.

- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.

- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est principalement assuré par la Trésorerie Groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.

- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis de maintenir la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress tests mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, le groupe DIAC a pour objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de profitabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels. Le comité de gestion du groupe DIAC suit également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés.

Ces opérations sont très majoritairement réalisées auprès de la maison mère RCI Banque SA. Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux des opérations de titrisation par des produits dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états, ou supranationaux. La duration moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an au 30/06/2021.

6. REFINANCEMENT

Aucun refinancement matériel externe au groupe Diac n'a été réalisé au cours du semestre.

7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2021
Encours productif moyen	11 385	3 045		14 430
Produit net bancaire	175	24		199
Résultat brut d'exploitation	91	17		108
Résultat d'exploitation	75	19		94
Résultat avant impôts	74	20		94

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2020
Encours productif moyen	10 881	3 396		14 277
Produit net bancaire	193	27		220
Résultat brut d'exploitation	117	20		137
Résultat d'exploitation	49	12		61
Résultat avant impôts	49	12		61

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2020
Encours productif moyen	11 037	3 383		14 420
Produit net bancaire	361	54		415
Résultat brut d'exploitation	206	39		245
Résultat d'exploitation	100	29		129
Résultat avant impôts	99	30		129

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Diac provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Diac tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe Diac est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Créances à vue sur les établissements de crédit	330	261
Comptes ordinaires débiteurs	330	261
Créances à terme sur les établissements de crédit	3 871	3 753
Comptes et prêts à terme sains	3 870	3 752
Créances rattachées	1	1
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	4 201	4 014
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>3 871</i>	<i>3 767</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 319 millions d'euros au 30 juin 2021 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Prêts et créances sur la clientèle	15 403	15 506
Opérations avec la clientèle	6 042	6 248
Opérations de location financière	9 361	9 258
Opérations de location opérationnelle	584	619
Total opérations avec la clientèle et assimilées	15 987	16 125

La valeur brute des encours restructurés, suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 103,38 millions d'euros et est dépréciée à hauteur de 32,86 millions d'euros au 30 juin 2021.

A fin juin 2021, la part des restructurations liée à la Covid-19 est à zéro.

Au 30 juin 2021, les financements réseaux nets de provisions s'élèvent à 3 431 millions d'euros contre 3 733 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Au 30 juin 2021, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 127 millions d'euros contre 94 millions d'euros au 30 juin 2020.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC. Au 30 juin 2021, cette participation s'élève à 54 millions d'euros contre 62 millions d'euros au 30 juin 2020.

3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Créances sur la clientèle	6 047	6 267
Affacturage sain	112	100
Affacturage dégradé depuis l'origination	44	2
Autres crédits à la clientèle saines	5 470	5 741
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	202	192
Comptes ordinaires débiteurs sains	112	119
Créances en défaut	107	113
Créances rattachées sur clientèle	3	4
Autres crédits à la clientèle en non défaut	3	4
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	106	101
Etalement des frais de dossiers et divers	(21)	(26)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(11)	(8)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	138	135
Dépréciation des créances sur la clientèle	(114)	(124)
Dépréciation sur créances saines	(28)	(32)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(16)	(16)
Dépréciation des créances en défaut	(70)	(76)
Total net des créances sur la clientèle	6 042	6 248

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Créances sur opérations de location financière	9 423	9 345
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	8 025	7 751
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 270	1 417
Créances en défaut	128	177
Créances rattachées sur opérations de location financière	20	17
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	20	17
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	115	92
Etalement des frais de dossiers et divers	73	90
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(186)	(212)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	228	214
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(197)	(196)
Dépréciation sur créances saines	(36)	(28)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(74)	(79)
Dépréciation des créances en défaut	(87)	(89)
Total net des créances sur opérations de location financière	9 361	9 258

3.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Immobilisations données en location	584	618
Valeur brute des immobilisations données en location	849	850
Amortissements sur immobilisations données en location	(265)	(232)
Créances sur opérations de location opérationnelle	10	10
Créances saines et dégradées depuis l'origine	8	8
Créances en défaut	2	2
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(10)	(9)
Dépréciation des créances en défaut	(2)	(2)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(8)	(7)
Total net des opérations de location opérationnelle	584	619

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2021
Valeur brute	12 671	3 455	182	16 308
Créances saines	10 924	3 443	182	14 549
<i>En % du total des créances</i>	86,2%	99,7%	100,0%	89,2%
Créances dégradées depuis l'origination	1 512	10		1 522
<i>En % du total des créances</i>	11,9%	0,3%		9,3%
Créances en défaut	235	2		237
<i>En % du total des créances</i>	1,9%	0,1%		1,5%
Dépréciation	(297)	(23)	(1)	(321)
Dépréciation créances saines	(52)	(19)	(1)	(72)
<i>En % du total des dépréciations</i>	17,5%	82,6%	100,0%	22,4%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(88)	(2)		(90)
<i>En % du total des dépréciations</i>	29,6%	8,7%		28,0%
Dépréciation créances en défaut	(157)	(2)		(159)
<i>En % du total des dépréciations</i>	52,9%	8,7%		49,5%
Taux de couverture	2,3%	0,7%	0,5%	2,0%
Créances saines	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%
Créances dégradées depuis l'origination	5,8%	20,0%		5,9%
Créances en défaut	66,8%	100,0%		67,1%
Total des valeurs nettes (*)	12 374	3 432	181	15 987

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

6 522 65 593

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2020
Valeur brute	12 563	3 757	134	16 454
Créances saines	10 668	3 744	133	14 545
<i>En % du total des créances</i>	84,9%	99,7%	99,3%	88,4%
Créances dégradées depuis l'origination	1 607	10		1 617
<i>En % du total des créances</i>	12,8%	0,3%		9,8%
Créances en défaut	288	3	1	292
<i>En % du total des créances</i>	2,3%	0,1%	0,7%	1,8%
Dépréciation	(303)	(24)	(2)	(329)
Dépréciation créances saines	(45)	(20)	(2)	(67)
<i>En % du total des dépréciations</i>	14,9%	83,3%	100,0%	20,4%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(94)	(1)		(95)
<i>En % du total des dépréciations</i>	31,0%	4,2%		28,9%
Dépréciation créances en défaut	(164)	(3)		(167)
<i>En % du total des dépréciations</i>	54,1%	12,5%		50,8%
Taux de couverture	2,4%	0,6%	1,5%	2,0%
Créances saines	0,4%	0,5%	1,5%	0,5%
Créances dégradées depuis l'origination	5,8%	10,0%		5,9%
Créances en défaut	56,9%	100,0%		57,2%
Total des valeurs nettes (*)	12 260	3 733	132	16 125

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

9 794 65 868

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault.

Note 4.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2020	Augmentation (1)	Transfert (2)	Diminution (3)	06/2021
Créances saines	14 545	11 290	(20)	(11 266)	14 549
Créances dégradées depuis l'origination	1 617		(10)	(85)	1 522
Créances en défaut	292		30	(85)	237
Total opérations avec la clientèle (VB)	16 454	11 290		(11 436)	16 308

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

(3) Diminution = Remboursements, cessions ou abandons

Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2020	Augmentation (1)	Diminution (2)	Variations (3)	Autres (4)	06/2021
Dépréciation sur créances saines	67	34	(19)	(9)	(1)	72
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	95	5	(3)	(7)		90
Dépréciation des créances en défaut	167	4	(28)	16		159
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	329	43	(50)		(1)	321

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(4) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

A noter : les mouvements en augmentation (1), en diminution (2), et variation (3) passent au compte de résultat dans des rubriques du Produit net bancaires ou du coût du risque.

Les autres mouvements (4) ne sont que des variations bilantielles.

(*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles pour un montant de 7,7 M€.

Sur l'activité clientèle, les conséquences économiques de la crise sanitaire ont contribué à la baisse de l'encours B3 (-18,4% comparé à décembre 2020) entraînant une baisse des provisions de -7 M€ avec un taux de provisionnement en légère hausse à 66,8% (contre 56,9% à fin décembre 2020).

Le taux de provisionnement des encours clientèle B2 est stable de 5,8% par rapport à fin décembre 2020. L'encours diminue cependant de -5,9% et s'accompagne d'une réduction des provisions de -6ME.

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Créances d'impôts et taxes fiscales	52	58
Actifs d'impôts courants	1	
Actifs d'impôts différés	4	4
Créances fiscales hors impôts courants	47	54
Comptes de régularisation et actifs divers	623	364
Autres débiteurs divers	495	214
Comptes de régularisation actif	7	4
Valeurs reçues à l'encaissement	121	146
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	675	422
	352	204

(*) Dont entreprises liées

Note 6 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**6.1 - Dettes envers les établissements de crédit**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Dettes à vue envers les établissements de crédit	605	131
Comptes ordinaires créditeurs	397	5
Emprunts au jour le jour		115
Autres sommes dues	208	11
Dettes à terme envers les établissements de crédit	12 456	12 736
Comptes et emprunts à terme	12 396	12 668
Dettes rattachées	60	68
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	13 061	12 867
	12 844	12 856

(*) Dont entreprises liées

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste «Trésorerie et équivalents de trésorerie» figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

6.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Comptes créditeurs de la clientèle	64	54
Comptes ordinaires créditeurs	64	54
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	24	10
Autres sommes dues à la clientèle	24	9
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue		1
Total des dettes envers la clientèle (*)	88	64

(*) Dont entreprises liées

6.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Titres de créances négociables (1)	159	128
Certificats de dépôt	159	128
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 978	3 852
Autres dettes représentées par un titre	3 977	3 851
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	1
Total des dettes représentées par un titre (*)	4 137	3 980
(*) Dont entreprises liées	2 841	2 763

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par Diac S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

Note 7 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Dettes d'impôts et taxes fiscales	488	452
Passifs d'impôts courants	15	1
Passifs d'impôts différés	471	448
Dettes fiscales hors impôts courants	2	3
Comptes de régularisation et passifs divers	597	684
Dettes sociales	36	43
Autres créditeurs divers	231	129
Comptes de régularisation passif	217	212
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	106	268
Comptes d'encaissement	7	32
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 085	1 136
(*) Dont entreprises liées	171	193

Le poste autres créditeurs divers, intègre les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. De plus, les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues et les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer

Note 8 : Provisions

En millions d'euros	12/2020	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2021
			Utilis ées	Non Utilis ées		
Provisions sur opérations bancaires	22	13		(15)	(1)	19
Provisions sur engagement par signature	10	10		(8)	(1)	11
Autres provisions	12	3		(7)		8
Provisions sur opérations non bancaires	57	2	(5)		1	55
Provisions pour engagements de retraite et ass.	41	1	(1)		1	42
Provisions pour restructurations	15		(3)			12
Provisions pour risques fiscaux et litiges	1	1	(1)			1
Total des provisions	79	15	(5)	(15)		74

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC SA ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise

Note 9 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2020	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2021
			Utilis ées	Non Utilis ées		
Dépréciations sur opérations bancaires	329	128	(126)	(9)	(1)	321
Opérations avec la clientèle	329	128	(126)	(9)	(1)	321
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>67</i>	<i>17</i>	<i>(5)</i>	<i>(6)</i>	<i>(1)</i>	<i>72</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>95</i>	<i>35</i>	<i>(40)</i>			<i>90</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>167</i>	<i>76</i>	<i>(81)</i>	<i>(3)</i>		<i>159</i>
Provisions sur opérations non bancaires	1	1	(1)			1
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	1	1	(1)			1
Provisions sur opérations bancaires	10	10		(8)	(1)	11
Provisions sur engagement par signature	10	10		(8)	(1)	11
Total couverture des risques de contreparties	340	139	(127)	(17)	(2)	333

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 10 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Titres participatifs	16	14
Total des dettes subordonnées	16	14

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 11 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2021
Actifs financiers	5 287	5 579	8 712	26	19 604
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 306	654	2 241		4 201
Prêts et créances sur la clientèle	3 981	4 925	6 471	26	15 403
Passifs financiers	4 850	4 250	8 167	35	17 302
Dettes envers les établissements de crédit	4 528	3 810	4 703	20	13 061
Dettes envers la clientèle	88				88
Dettes représentées par un titre	234	439	3 464		4 137
Dettes subordonnées		1		15	16

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2020
Actifs financiers	5 584	5 416	8 497	23	19 520
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 330	481	2 203		4 014
Prêts et créances sur la clientèle	4 254	4 935	6 294	23	15 506
Passifs financiers	4 488	4 586	7 817	34	16 925
Dettes envers les établissements de crédit	4 132	4 207	4 508	20	12 867
Dettes envers la clientèle	64				64
Dettes représentées par un titre	292	379	3 309		3 980
Dettes subordonnées				14	14

**Note 12 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros - 30/06/2021	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	19 604		4 201	15 388	19 589	(15)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 201		4 201		4 201	
Prêts et créances sur la clientèle	15 403			15 388	15 388	(15)
Passifs financiers	17 302	16	17 360		17 376	(74)
Dettes envers les établissements de crédit	13 061		13 135		13 135	(74)
Dettes envers la clientèle	88		88		88	
Dettes représentées par un titre	4 137		4 137		4 137	
Dettes subordonnées	16	16			16	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en ci-dessous.

En millions d'euros - 31/12/2020	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	19 520		4 014	15 384	19 398	(122)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 014		4 014		4 014	
Prêts et créances sur la clientèle	15 506			15 384	15 384	(122)
Passifs financiers	16 925	14	16 966		16 980	(55)
Dettes envers les établissements de crédit	12 867		12 924		12 924	(57)
Dettes envers la clientèle	64		64		64	
Dettes représentées par un titre	3 980		3 978		3 978	2
Dettes subordonnées	14	14			14	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de

modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Diac ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par DIAC au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2021 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2021.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à DIAC au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2021 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 13 : Accords de compensation et autres engagements similaires

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2021	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	521		521		491		30
Créances de financements Réseau (1)	521		521		491		30

En millions d'euros - 31/12/2020	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	792		792		534		258
Créances de financements Réseau (1)	792		792		534		258

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 521 M€ à celles du groupe Renault Retail Groupe en 2021, contre 792 M€ à fin décembre 2020. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 491 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe RCI Banque.

Note 14 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Engagements en faveur de la clientèle	1 575	1 344
Total des engagements donnés	1 575	1 344

Note 15 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Engagements de financement	280	340
Engagements reçus d'établissements de crédit	280	340
Engagements de garantie	7 447	7 234
Engagements reçus d'établissements de crédit	11	12
Engagements reçus de la clientèle	551	533
Engagements de reprise reçus	6 885	6 689
Total des engagements reçus (*)	7 727	7 574
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 725</i>	<i>4 587</i>

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Diac mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 16 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Intérêts et produits assimilés	333	315	631
Opérations avec les établissements de crédit	15	7	16
Opérations avec la clientèle	88	94	184
Opérations de location financière	223	213	426
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	2	1	3
Intérêts courus et échus des instruments financiers	5		2
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(110)	(106)	(211)
Opérations avec la clientèle	(42)	(42)	(83)
Opérations de location financière	(68)	(64)	(128)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	223	209	420
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	82	68	134

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 17 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Opérations avec les établissements de crédit	(86)	(88)	(179)
Charges sur dettes représentées par un titre	(18)	(6)	(15)
Autres intérêts et charges assimilées			(1)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(104)	(94)	(195)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(93)	(90)	(186)

Note 18 : Commissions

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Produits sur commissions	173	161	330
Commissions sur activités de services	39	30	64
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	53	56	106
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	56	51	111
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	25	24	49
Charges sur commissions	(95)	(75)	(168)
Commissions	(1)	(1)	(2)
Commissions sur les activités de services	(39)	(27)	(59)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(39)	(31)	(72)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(16)	(16)	(35)
Total des commissions nettes (*)	78	86	162
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>32</i>	<i>30</i>	<i>62</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 19 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Autres produits d'exploitation bancaire	105	80	175
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	47	33	80
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	1	3	3
Opérations de location opérationnelle	49	45	92
Autres produits d'exploitation bancaire	9	2	3
dont reprise de provisions pour risques bancaires	7		
Autres charges d'exploitation bancaire	(101)	(65)	(150)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(40)	(27)	(66)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(2)	(2)	(5)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(1)		3
Opérations de location opérationnelle	(39)	(34)	(75)
Autres charges d'exploitation bancaire	(21)	(4)	(12)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(3)		(4)
Autres produits et charges d'exploitation		2	2
Autres produits d'exploitation	5	2	2
Autres charges d'exploitation	(5)		
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	4	17	27
	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>2</i>

(*) Dont entreprises liées

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 18.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Note 20 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Frais de personnel	(50)	(49)	(109)
Rémunération du personnel	(19)	(18)	(33)
Charges de retraites et assimilées	(5)	(5)	(11)
Autres charges sociales	(23)	(21)	(47)
Autres charges de personnel	(3)	(5)	(18)
Autres frais administratifs	(38)	(31)	(54)
Impôts et taxes hors IS	(12)	(10)	(11)
Loyers	(1)	(1)	(3)
Autres frais administratifs	(25)	(20)	(40)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(88)	(80)	(163)
	<i>34</i>	<i>41</i>	<i>80</i>

(*) Dont entreprises liées

Effectif moyen en nombre	06/2021	06/2020	12/2020
Financements et services en France	1 731	1 674	1 689
Total Groupe Diac	1 731	1 674	1 689

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration, aux dotations et reprises sur Compte Epargne Temps (CET) et pour risques liés au personnel.

Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Coût du risque sur financement clientèle	(16)	(68)	(107)
Dotations pour dépréciation	(131)	(128)	(283)
Reprises de dépréciation	132	76	213
Pertes sur créances irrécouvrables	(25)	(23)	(54)
Récupérations sur créances amorties	8	7	17
Coût du risque sur financement des Réseaux	2	(8)	(9)
Dotations pour dépréciation	(1)	(10)	(14)
Reprises de dépréciation	3	2	5
Total du coût du risque	(14)	(76)	(116)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Le coût du risque sur l'activité Clientèle (financement des particuliers et des entreprises) est en forte amélioration sur le 1^{er} semestre 2021. En France, le plan de soutien gouvernemental mis en place a permis de réduire les entrées en recouvrement alors que les dispositifs sont restés dimensionnés de façon prudente.

Ces éléments favorables ont impacté positivement le montant des reprises sur provisions, qui ont quasiment doublé par rapport au 1^{er} semestre 2020.

On note les diminutions des encours B2 de -95M€ et B3 de -53M€ qui s'accompagnent d'une réduction des provisions B2 de -6M€ et B3 de -7M€.

Sur l'activité Réseaux (financement des concessionnaires), le coût du risque est impacté positivement par :

- La baisse des encours, en lien avec la stratégie d'optimisation des stocks de véhicules au sein du réseau privé de concessionnaires ;
- L'actualisation des prévisions macro-économiques dans le cadre du provisionnement forward-looking IFRS9 générant une baisse de 0,3 M€.

Note 22 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Impôts exigibles	(21)	(1)	(3)
Impôts courants sur les bénéfices	(21)	(1)	(3)
Impôts différés	(23)	8	17
Impôts différés	(23)	8	17
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(44)	7	14

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 46,94% au 30 juin 2021 contre -11,20% au 30 juin 2020 et -11,59% au 31 décembre 2020.

Le taux effectif d'impôt au 30 juin 2021 positif s'explique par :

- Depuis 2016, le taux effectif d'impôt du groupe intègre l'effet de la baisse du taux d'IS prévu dans la loi finance française. A fin juin 2021, cet impact a généré une charge d'impôts différés de -31M€
- L'imputation de déficit fiscaux antérieurs

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Le montant de CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à 5,8 M€.

Note 23 : Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 30 juin 2021 n'est intervenu entre la date de clôture et le 29 juillet 2021, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.